Hebdomadaire : Paraît le mercredi

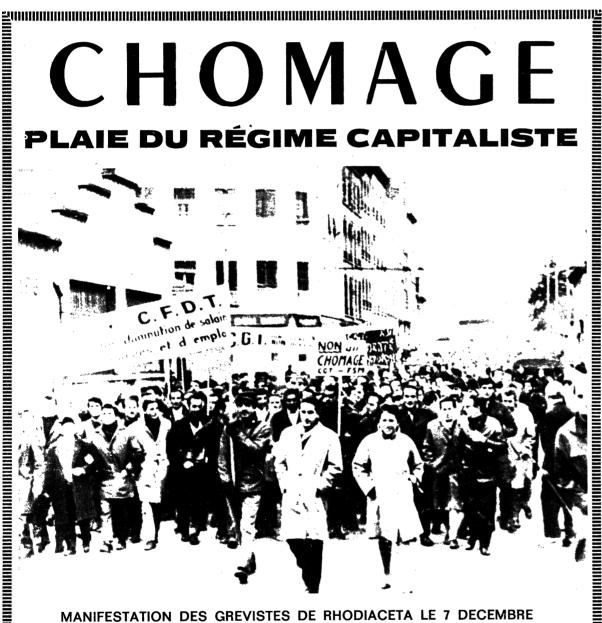
N° 3 - NOUVELLE SERIE - 5° ANNEE

13 DECEMBRE 1967

PRIX: 1 F

VIETNAM... LAOS... THAILANDE...

A QUI LE TOUR ?



MANIFESTATION DES GREVISTES DE RHODIACETA LE 7 DECEMBRE

(photo A.F.P.)

(Voir page 8)

LE SCANDALE DU MÉTRO-BUS

OPERATION "CARTE BLANCHE" OPERATION BIDON

CETTE semaine, la R.A.T.P. étend aux autobus « l'opération carte blanche » qu'elle avait effectuée fin novembre sur le réseau ferré.

Rappelons que cette enquête doit, paraît-il, permettre à la Régie des Transports Parisiens de déterminer les trajets empruntés, l'origine des voyageurs et leur destination, l'importance du déplacement aux heures de pointe, etc.

Ce serait pour mieux « servir les usagers ». En fait, pour être « servis », les usagers le sont l Est-il besoin de cette enquête pour savoir qu'aux heures de pointe le trafic est insuffisant ? Est-il besoin de cette enquête pour savoir que les conditions de transport sont invraisemblables, ou pour admettre que le Métro et les Bus ne donnent pas le

confort et les avantages que l'on est en droit d'attendre lorsqu'on paye aussi cher. La Régie a choisi le transport « en vrac » au lieu d'un transport confortable, et elle a choisi d'en faire un transport cher au lieu d'un transport bon marché. Est-ce que ses enquêtes vont y changer quelque chose ? Sûrement pas ! Tout (Suite page 5) APRES LA
CONFERENCE
DU P.C.R.:

OU MÈNE LA VOIE ROUMAINE ?

(voir page 2)

DES avions américains bombardent maintenant le sud-ouest de la Thailande « pour s'opposer à l'infiltration communiste ». Cette information, communiquée par les agences Associated Press et A.F.P., la semaine dernière, fut aussitôt démentie par Washington. Mais qui croit encore aux démentis des officiels américains?

Elle met en évidence, une fois de plus, l'ampleur de la présence U.S. dans le Sud-Est asiatique.

Au Sud-Vietnam, le gouvernement américain prétend, pour les besoins de sa propagande, être venu, à l'appel du gouvernement de Saigon, pour défendre la liberté et la démocratie compromises par l'agression des Nord-Vietnamiens. Il affirme, à qui veut bien l'entendre, que sitôt l'ordre rétabli, il réembarquera ses troupes, laissant les Vietnamiens libres de disposer de leur sort. Il ne se passe pas de semaines sans que de partout, des faits nouveaux, de nouvelles révélations ne viennent démentir ces pieuses déclarations.

De l'Indonésie, où l'intervention de la C.I.A. dans le coup d'Etat qui renversa Soekarno ne fait de doute pour personne, à Formose, en passant par la Corée du Sud, l'impérialisme U.S. manœuvre afin de transformer le Sud-Est asiatique en une vaste base stratégique ceinturant l'Asie. Il soutient les gouvernements fantoches les (Suite page 3)

SIX HEURES POUR LE VIETNAM

MERCREDI soir 6 décembre, la Mutualité accueillait le Comité Vietnam National, qui organisait dans le cadre de la semaine Che Guevara, une réunion de protestation contre la guerre du Vietnam, ou plutôt pour rester fidèle à la pensée de ses organisateurs « pour la victoire du Vietnam ».

Ce n'était pas la première manifestation de ce type, puisque l'an der-nier déjà les « six heures pour le avaient rassemblé des Vietnam : milliers de personnes. L'assistance était cette année moins nombreuse et si la grande salle de la Mutualité était pleine, les salles du haut ne connurent l'affluence qu'à l'entracte. Elles exposaient pourtant la presse politique de nombreuses organisations. (GONG, « Corps de volontaires pour le Vietnam », minorités Kurdes, Yéménites, opposants grecs, les comités de soutien à l'Angola, à la révolution latino-américaine, etc.) Partout d'immenses portraits de Che Guevara, dont le visage reproduit à l'infini dans les journaux, tracts, affiches semblait à la fois le symbole de la lutte révolutionnaire et son garant.

Dans la grande salle les orateurs se succédèrent, liant de façon d'abord formelle (par les exposés) puis vivante (en la personne de Carmichael) la lutte des noirs américains et le combat du peuple vietnamien. Daniel Guérin fit applaudir le pouvoir noir et la révolution noire qui ne peut manquer — selon lui — d'affronter « le capitalisme américain » et se traduire prochainement en termes de luttes de classes.

Retour des maquis vietnamiens l'orateur suivant exposa toutes les raisons qui permettaient d'espérer en la victoire du peuple vietnamien. Affichant un solide optimisme, il affirma, en substance, que le rapport de forces en termes militaires était à l'avantage du F.N.L., car « les américains ne pouvaient utiliser leur armement lourd ». Les combattants vietnamiens ne manquent pas d'armes a-t-il ajouté, cette affirmation rassurante venait compléter à souhait les bander oles et tracts demandant « pour aider à la victoire des vietnamiens.

une trousse médicale dans chaque

village »! Quant aux Américains, selon lui, s'ils faisaient la guerre au Vietnam, c'est qu'ils n'avaient pas compris les leçons des guerres coloniales, c'est qu'ils n'avaient pas compris « qu'un peuple qui lutte pour sa liberté est invincible ». Paroles qui réduisaient en fait la guerre du Vietnam aux dimensions d'un conflit localisé opposant un petit peuple courageux à un géant fort et bête. Les autres pays spectateurs passifs se contentant de manifester leur solidarité par des applaudissements nourris et des trousses médicales pour panser les plaies inévitables.

(Suite page 2,



Stokely Carmichael

Où mène la voie roumaine?

LE mercredi 7 décembre s'est ouvert à Bucarest la conférence nationale du Parti Communiste Roumain. Elle eut à entériner deux séries de propositions du Comité Central : la première concernant la réorganisation de l'administration du parti, la deuxième concernant certaines réformes économiques. La presse a reparlé à cette occasion de la voie roumaine. Elle n'a pas manqué de propos chaleureux à l'égard de Ceaucescu et de ses compagnons, bien décidés à ne pas sacrifier les intérêts nationaux roumains aux impératifs de la politique soviétique.

Cette conférence ne marque certes pas une nouvelle étape dans les rapports soviéto-roumains, mais elle est révélatrice à bien des égards.

Elle montre en particulier quelles sont les incidences intérieures du « libéralisme » des dirigeants roumains en matière de rapport entre Etats dits « socialistes ».

Il n'y a pas si longtemps, quand le monolithisme stalinien était autre chose qu'une façade lézardée, tous les chemins du « socialisme » passaient par Moscou. Aujourd'hui, les « voies du socialisme » peuvent emprunter bien des parcours, souvent, en ne passant même pas par Moscou, et, quand elles y passent, c'est après un détour à Bucarest, à Varsovie, à Budapest ou bien d'autres lieux encore.

Les liens contre nature que la bureaucratie russe a imposés au lendemain de la deuxième guerre mondiale, par la force et le noyautage des appareils d'Etat nationaux aux pays d'Europe de l'Est, se détendent et se déchirent les uns après les autres. Les appareils d'Etat de ces pays deviennent ouvertement ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être, malgré la main-mise de la bureaucratie soviétique: des appareils nationaux bourgeois. Et ce qu'on qualifiait hier de voie roumaine au socialisme, devient aujourd'hui la voie roumaine tout court.

Les Etats des Démocraties Populaires jouent de moins en moins le rôle de mercenaires locaux d'une buraucratie étrangère, ils retrouvent de plus en plus leur vocation d'appareils d'oppression nationaux, susceptibles de s'opposer, au nom de l'intérêt nationa!, à la bureaucratie russe elle-même.

L'Etat roumain s'est fait depuis sept ans, une réputation en la matière. Non que par nature, il soit différent des États tchèque, bulgare ou hongrois, mais il s'est engagé plus loin et surtout plus ouvertement sur une voie que les autres Démocraties Populaires ont, elles aussi, déjà empruntée.

Pour la presse occidentale qui s'est empressée de saluer chaque nouveau pas des dirigeants roumains sur la voie de l'éloignement de Moscou, cet éloignement est synonyme de libéralisation, de démocratisation.

La conférence de Bucarest a marqué, au contraire, un durcissement du régime et, en tout cas, une concentration des pouvoirs. En matière administrative, elle a entériné la décision. Concentrant la fusion de l'appareil d'Etat et du parti, Ceaucescu, jusqu'ici premier secrétaire du P.C., cumulera dorénavant cette fonction avec celle du chef de l'Etat.

De même à tous les niveaux « une seule personne sera chargée de la direction du même secteur d'activité, tant à l'échelon du parti qu'à celui de l'Etat ». L'appareil d'Etat sera donc, plus que par le passé, soumis à la direction d'une hiérarchie unique et stricte.

En soi, ces mesures ne se traduiraient pas nécessairement par une aggravation du régime pour l'ensemble de la population qui, de toute façon, fut exclue par le passé de toute participation à la vie politique.

Elles pourraient viser exclusive-

ment à resserrer la discipline au sein des tenants de l'appareil d'Etat. Les réformes économiques tendent à prouver cependant que le pouvoir a décidé de renforcer la discipline de l'ensemble de la population, plus particulièrement de la classe ouvrière. En effet, l'essentiel de ces réformes économiques se réduit à aggraver les conditions de vie de la classe ouvrière. Les salaires sont, certes, censés augmenter, mais cette augmentation est plus que con-trebalancée par une diminution générale des primes souvent importante. De plus, un lourd système d'amendes frappera tout ouvrier responsable de fautes professionnelles, amendes qui peuvent entraîner une diminution de salaire en dessous du minimum légal. Ajoutons encore la décision d'augmenter les loyers dans une proportion moyenne de 40 pour cent.

Cette concentration accrue du pouvoir, comme ce durcissement du régime, ne signifient-ils pas, comme le prétendent certains, que malgré l'éloignement de Moscou, la nature du régime est fondamentalement

identique à celui de l'U.R.S.S.? Autrement dit, serait-ce que tout en devenant national, le régime n'en resterait pas moins « stalinien » ?

Certes, le régime roumain porte les marques de la longue mainmise de la bureaucratie russe sur l'appareil d'Etat national.

Mais la dictature elle-même, si elle doit son origine à l'intervention de la bureaucratie soviétique, ne lui doit pas son maintien. L'Etat roumain pourrait rompre plus complètement encore qu'il ne l'a fait jusqu'ici avec Moscou, il pourrait renouer des liens de plus en plus étroits avec les pays capitalistes, il pourrait même rompre avec toute phraséologie commune avec le Kremlin, qu'il ne pourrait pas devenir autre chose que ce qu'il est: l'Etat bonapartiste d'un pays sous-développé.

Car là est l'essentiel derrière la phraséologie stalinienne. La Roumanie est un pays sous-développé où n'existe pas, et n'a jamais existé, une base pour un régime démocratique. Elle ne peut pas plus se passer d'une dictature bonapartiste que nombre d'autres pays qui ne se ré-

clament ni de près, ni de loin, du stalinisme. L'éloignement de Moscou, dans la mesure où il se fait uniquement à l'initiative d'en haut (même si sur ce plan-là la direction du pays bénéficie certainement du soutien tacite de la population), ne fait qu'ajouter une contradiction de plus à celles, déjà existantes, qui nécessitent un régime bonapartiste.

De ce point de vue, les décisions de la conférence soulignent que Ceaucescu a définitivement été sélectionné pour prendre l'héritage de Georgheu Dej et pour diriger, à la façon bonapartiste, l'appareil d'Etat roumain

Nulle libéralisation du régime n'est donc à prévoir du fait de l'accentuation de la rupture avec Moscou. Au contraire, en concentrant les pouvoirs aux mains d'un seul homme, l'appareil d'Etat national roumain se donne les moyens de mener à terme sa rupture. La « voie roumaine » n'est peut-être pas sans originalité, mais elle mène dans une direction que nombre de pays sous-développés ont déjà empruntée.

Georges KALDY.

LA FINLANDE

Une république démocratique établie sur les cadavres de milliers de travailleurs

LA Finlande vient de fêter le cinquantenaire de son indépendance. A cette occasion les journaux ont loué ce petit pays qui a si bien su d'après eux préserver son neutralisme face aux ambitions russes et qui serait un symbole de la modération, l'exemple-type d'un pays ayant conquis progressivement les droits démocratiques.

Or, il y a cinquante ans, au moment de son indépendance, la Finlande était au bord de la guerre civile, et l'établissement de son régime républicain tant loué à l'heure actuelle, se fit sur les cadavres des ouvriers finlandais.

Passée en 1809 de la domination suédoise à la domination russe, la Finlande avait toujours bénéficié dans l'empire tzariste d'une large autonomie. Erigée en grand-duché, elle gardait ses institutions représentatives propres (Diète) et suivit une évolution « à l'occidentale ». Après la Révolution de 1905, une constitution lui fut accordée et deux ans plus tard le suffrage universel fut établi. L'importance parlementaire des sociaux-démocrates croissait régulièrement au point que les élections de 1916 leur donnèrent la majorité absolue à la Diète (103 sièges sur 200). Avant la Révolution de 1917, la Finlande donnait effectivement l'impression d'un pays où la croissance de la démocratie semblait constante. Dans ses « Lettres de Loin », Lénine écrivait le 24 mars

« ...Nous avons, à côté de Pétrograd, l'un des pays les plus avancés, pays républicain en réalité, la Finlande qui a, sous le couvert des batailles révolutionnaires de la Russie, développé dans une paix relative de 1905 à 1917 sa démocratie et conquis la majorité du peuple au socialisme ».

A l'annonce de la révolution de février, c'est l'euphorie et les troupes russes insurgées se joignent aux ouvriers finlandais en liesse. Les fonctionnaires tzaristes s'enfuient. Le gouvernement provisoire accorde à la Finlande l'autonomie interne, mais s'inquiète des pouvoirs trop étendus que pourrait prendre la Diète aux mains des Sociaux-Démocrates. Et contre la « Diète Rouge » va se réaliser l'alliance de Kérensky et de la bourgeoisie fin-

Le Gouvernement provisoire va prononcer la dissolution de la Diète et organiser de nouvelles élections qui montrèrent un gain de voix des Sociaux-Démocrates... mais aboutirent à une perte de sièges, à la perte de leur majorité parlementaire.

Mais en fait, les Sociaux-Démocrates s'obstinaient à vouloir résoudre les problèmes de la Finlande sur le strict plan parlementaire, la bourgeoisie, elle, mobilisait des forces sachant pertinemment que la « victoire électorale » ne suffisait pas. Des jeunes gens de familles aisées qui formaient un bataillon combattant dans les angs allemands contre les troupes russes vont se préparer en vue d'une attaque contre les travailleurs.

une garde blanche s'était déjà constituée dès l'annonce de la chute de l'autocratie

La Révolution d'Octobre va avoir pour écho en Finlande une grande grève générale à la mi-novembre. Le travail cessera partout, les gardes rouges ouvrières soutenues par des soldats russes vont s'emparer d'édifices publics, mais pendant ce temps-là les députés discutaient..., et la bourgeoisie apeurée concéda la loi de 8 heures et une démocratisation du pouvoir. La grève générale se terminait par la constitution d'un cabinet bourgeois. La révolution ne s'était pas produite, car, comme l'écrira plus tard Kuusinen, l'époque leader du centre de la Social-Démocratie finlandaise, qui passera ensuite au communisme et finit stalinien : « ne désirant pas risquer nos conquêtes démocratiques et espérant d'ailleurs franchir, grâce à d'habiles manœuvres parlementaires ce tournant de l'histoire, nous décidâmes d'éluder la révolution, nous ne fondions sur elle aucune espérance, nous n'y aspirions point.»

Mais le passage de tous les pouvoirs à la Diète ne résolvait pas les problèmes, l'indépendance de la Finlande qui fut proclamée le 6 décembre 1917, non plus.

La bourgeoisie finlandaise sondait les Allemands et les Suédois pour une éventuelle intervention. Il apparut aux sociaux-démocrates euxmêmes que les chances de résoudre le conflit par la voie pacifique étaient épuisées, qu'ils devaient se battre, et deux mois plus tard, le 14 janvier 1918, le drapeau rouge fut hissé sur la Maison Ouvrière de Helsingfors et la ville fut rapidement aux mains des ouvriers.

En quelques jours les plus grands centres furent pris par les travailleurs, pratiquement sans combat. Les leaders sociaux-démocrates formèrent un gouvernement ouvrier, le Conseil des Mandataires du Peuple et instituèrent le contrôle ouvrier sur la production. Mais le projet de constitution qu'ils établirent projetait une assemblée basée sur une

démocratie idéale, et ne visait, en aucune façon, à établir la dictature de classe des travailleurs.

« Ils entendaient établir, sans expropriation des classes riches, ni dictature du travail, une démocratie parlementaire au sein de laquelle le prolétariat eût été la classe politiquement dirigeante. » (Victor Serge - L'An 1 de la Révolution Russe).

La bourgeoisie finlandaise, elle, centralisait ses troupes sous la direction de Mannerheim et obtint l'appui de l'Allemagne. Les gardes rouges finlandaises ne comprenaient au début de la guerre civile que 1 500 hommes mal armés. En trois mois 60 000 hommes furent levés, mais la paix de Brest-Litovsk imposant l'évacuation des troupes soviétiques de Finlande affaiblit considérablement le camp ouvrier.

Et, inexorablement, les troupes blanches parties du Nord vont reconquérir le pays. Les villes vont être le théâtre de combats, rue par rue, maison par maison. La capitulation de chaque ville tenue par les rouges était suivie d'exécutions. De 10 à 20 000 personnes furent massacrées et le chiffre officiel des prisonniers s'éleva à 70 000 bempres

sonniers s'éleva à 70 000 hommes. Fin mai 1918, la bourgeoisie fin-landaise avait repris le pouvoir. Les épurations, les emprisonnements vont continuer des mois durant. Au total plus de 100 000 prolétaires — un quart du prolétariat finlandais — furent frappés par la terreur blanche, de mort ou de longue détention. « Tous les ouvriers organisés ont été fusillés ou emprisonnés » écrivaient au début de 1919 des communistes finlandais.

Sur les ruines, sur les charniers, la république « démocratique » finlandaise allait pouvoir s'ériger et les travailleurs finlandais se trouver condamnés au silence pour de longues années. Sylvie GRENET.

PERMANENCES

* PARIS:

Ve arrondissement: Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro: Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

Xe arrondissement: au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XI* arrondissement: Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIIIª arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, 17 h 30 à 19 h.

XIVe arrondissement: Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro: Porte d'Orléans: le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.

XVe arrondissement: Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

XVIII* arrondissement: Café «Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 h.

* BANLIEUE:

ASNIERES. — Café Le Cadran , place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), tous les vendredis de 18 h à 19 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pontde-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudi, de 18 h à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h.

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

★ PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les mercredi de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, tous les vendredis de 17 h à 19 h.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h. — Café « Les Etats-Unis », 137, ave-

nue du Pr-Beauvisage, Lyon-8°, le mercredi, de 18 h à 19 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND: « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, le vendredi de 12 h à 14 h.

— « Bar du Pont », rue Fontgière, le vendredi de 12 h à 14 h.

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 h.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, le vendredi 8 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, le jeudi 7 décembre de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

TOULOUSE. — Café «Le Béarn», place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

VIETNAM... LAOS... THAILANDE...

A QUI LE TOUR ?

(Suite de la 1^{re} page)

plus corrompus, renverse les moins dociles, remplace les plus discrédités par d'autres qui lui sont tout aussi dévoués.

En Thailande où 4.000 soldats américains stationnent, l'armée U.S. a implanté de nombreux camps où viennent se reposer, les soldats qui combattent au Vietnam. Elle y a construit des bases géantes, d'où décollent des avions qui bombardent le nord et le sud du Vietnam, qui interviennent, parfois, contre les guérillas laotiennes du Pathet-Lao. Ce sont ces mêmes avions qui, la semaine dernière, ont bombardé les maquis du Front Patriotique Thailandais.

Mais au-delà des nécessités imposées par la guerre du Vietnam, audelà des nécessités de la répression à l'intérieur même du pays, l'implantation militaire U.S. en Thaïlande s'intègre dans une perspective plus large. Position stratégique déterminante, elle menace directement le Cambodge et le Laos, mais aussi l'Inde et surtout la Chine. Elle est un des éléments importants du formidable dispositif de « défense », selon la terminologie pudique des stratèges occidentaux, de ce gigantesque dispositif d'attaque que fourbit l'impé-

Mais encore faut-il qu'il impose sa présence à une population qui voit en lui le responsable de sa misère et de son oppression. Il ne sufit plus, à l'impérialisme, d'acheter la docilité d'un dictateur local, qui se chargera des besognes de « basse police » La révolte des peuples rend dérisoire l'action des troupes du maréchal Thanom Kittikachorn, en Thailande, comme elle rend dérisoire l'action des troupes boliviennes, ou celle du général Ky, au Vietnam. C'est de plus en plus souvent, de plus en plus directement, l'armée U.S. qui doit se charger de cette tâche, aux quatre coins du monde.

J.-P. VIAL.



sixième face du Pentagone

* LA sixième face du Penta-gone », le film de Chris Marker projeté aux « six heures pour le Vietnam », relate par images la manifestation des pacifistes à Washington le 21 octobre dernier.

Sous ses airs de Kermesse et en dépit des folkloriques et lamentables hippies, la manifestation n'en avait pas moins une allure et un courage qui a de quoi surprendre le spectateur français.

Que dans la « libre Amérique », raciste, réactionnaire sans tradition politique prolétarienne, sans PC autorisé et puissant, dans le pays du conformisme et des hauts salaires, puisse se dérouler une manifestation de ce type est à la fois déconcertant et réconfortant. Les manifestants n'ont bien évidemment pas réussi à occuper le pentagone et paralyser la machine de guerre américaine. Mais aurait-on pu imaginer en France pendant la guerre

d'Algérie une manifestation de ce type devant l'Elysée ou même le palais Bourbon ? A part le mouvement des rappelés, la résistance à la sale guerre fut affaire individuelle, clandestine. Aux U. S.A., c'est au micro que les insoumis viennent expliquer leur geste à leurs camarades étudiants. C'est devant les soldats qui gardaient le Pentagone que brûlèrent les deux cents feuilles de routes des manifestants « appelés. Certes le mouvement reste universitaire, mais d'ores et déjà, au grand jour, les opposants s'organisent pour interdire l'entrée des Universités aux bureaux recruteurs de l'armée, pour saboter leur action, aider les insoumis. Ce n'est peut-être qu'un mouvement de refus, encore politiquement très confus, encore limité, mais c'est le début d'une prise de conscience qui fait espérer en les nouvelles générations américaines.

OU

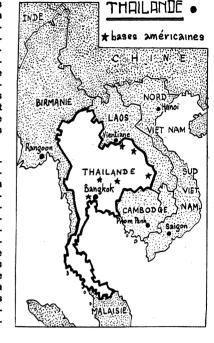
Lu dans « La Voix Nouvelle » numéro 211 16/22-11-67), organe des sections P.C.F. de Clichy-Le-

VENDREDI 24 NOVEMBRE, l'UJFF et l'UJCF organisent à la

IMPUDEUR INCONSCIENCE?

vallois (Hauts-de-Seine) :

Bourse du Travail une grande surboum de solidarité avec le



SIX HEURES **POUR** LE VIETNAM

(Suite de la 1^{re} page)

Ce discours lénifiant fut heureusement suivi par la projection du film de Chris Marker sur la manifestation du 21 octobre à Washington, témoignage extrêmement intéressant sur la prise de conscience des jeunes étudiants américains et leur solidarité active.

Mais les moments les plus importants furent incontestablement l'arrivée de la déléguée cubaine, membre du comité central du parti communiste cubain, follement acclamée et dont la présence à une manifestation du Comité Vietnam National était chargée de signification politique. Et celle tant attendue de Carmichael, le le leader noir américain. Son intervention fut de loin, la plus intéressante et la plus radicale. Intéressante, car il semblait vouloir donner à la lutte des noirs américains un contenu nouveau, orienté vers «une résistance organisée à la guerre du Vietnam. Radicale par la violence des propos et leurs dimensions : « Nous n'hésiterons pas à plonger s'il le faut les Etats-Unis dans le chaos » Nous ne voulons pas la paix au

Vietnam, mais la défaite de l'impérialisme américain, la victoire du peuple vietnamien ». « L'humanité toute entière souhaite la victoire du Vietnam, car elle sait que là-bas c'est la troisième querre mencée. >

Vedette incontestée de ces six heures pour le Vietnam, Carmichael a fait sortir, du moins en paroles, la solidarité internationale du cercle confortable des vœux sincères et des bons sentiments. Mais tout est encore à faire.

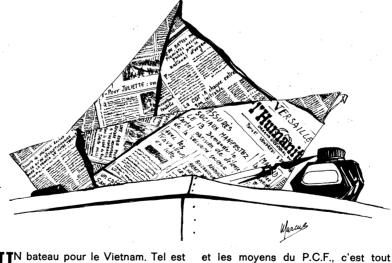
M. T.

ERRATUM. - Dans notre dernier numéro, une malencontreuse coquille nous a fait écrire dans l'article sur le Viet-Nam « le peuple viet-namien ne se bat que pour lui-même » au lieu de « le peuple viet-namien ne se bat pas

Nos lecteurs auront pu rectifier d'eux-mêmes ainsi que le contexte le permettait, mais nous les prions de nous en excuser.

que pour lui-même ».

UN BATEAU POUR LE VIETNAM



UN bateau pour le Vietnam. Tel est le nouvel objectif que le P.C.F., par l'intermédiaire d'un Comité National d'Organisation regroupant plus de 23 organisations syndicales ou autres, vient de proposer pour « soutenir le peuple vietnamien dans sa lutte pour l'indépendance de son

pays, la liberté et la paix ». Un bateau chargé de matériel scolaire, instruments de laboratoire, médicaments, moteurs Diesel, groupes électrogènes, bicyclettes, lait en poudre, laine, etc... (L'Humanité du 8-12-Venant après les manifestations folkloriques en tuniques chinoises et chapeaux annamites, les ventes en usines de babioles et de sacs de riz « pour la paix au Vietnam », les surboums de solidarité, cette nouvelle campagne, d'ordre national, est à la fois dérisoire et monstrueuse. Réduire l'internationalisme prolétarien à cette manifestation d'assistance c'est tourner le dos à la lutte nécessaire. Et quand on a la puissance

simplement une trahison. Le peuple vietnamien a besoin de bicyclettes et de lait en poudre, mais il a surtout besoin de ne plus être seul à porter sur ses épaules le fardeau de la lutte contre l'exploitation et l'humiliation. Car si les vietnamiens luttent et périssent aujourd'hui, c'est parce que le combat nécessaire contre la bourgeoisie du monde entier n'a pas été, et n'est toujours pas, mené. C'est parce que les partis dits encore communistes ont renoncé depuis belle lurette au renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, parce qu'ils ont trahi les opprimés de tous les pays. Et quand un petit peuple est contraint par la misère et par l'horreur de prendre les armes contre la plus puissante des bourgeoisies, tout ce que savent faire ces ex-révolutionnaires, c'est d'organiser des collectes pour du matériel scolaire !

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 18 DÉCEMBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor Salle C - 1er étage, 20 h 30

sur le sujet suivant :

La Chine à l'heure de la Révolution Culturelle

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5°.

DE GAULLE ET LE MOYEN-ORIENT

TES propos tenus par de Gaulle lors de sa récente conférence de presse sur les qualités inhérentes au peuple juif continuent à faire couler pas mal d'encre et à susciter de nombreuses réactions, quelquefois favorables lorsqu'elles viennent de gaullistes inconditionnels, le plus souvent hostiles car nombreux sont ceux qui y voient une manifestation d'anti-

Qualifier le peuple juif de « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur » est-il, dans la bouche de de Gaulle, une louange ou une critique? Si l'on se refère à la mégalomanie du personnage, on serait tenté de supposer qu'il s'agit d'un coup de chapeau admiratif. Mais applique-t-il aux autres les mêmes critères qu'à lui-même?

Est-il donc antisémite? Ce ne serait certes pas impossible. Comme tant d'autres membres de la classe qu'il représente si bien, il traîne avec lui bien d'autres préjugés, commencer par ceux de la religion puisque l'on sait qu'il est fervent catholique.

De toute manière attribuer la raison profonde du conflit israélo-arabe à certains traits spécifiques d'un prétendu caractère juif révèle pour le moins, une pensée qui, pour être brillamment exposée, n'a rien de scientifique

C'est d'ailleurs contradictoire avec

le fait d'ajouter, au cours de la même conférence, que « sans le dra-Vietnam, le conflit entre me du Israël et les Arabes ne serait pas devenu ce qu'il est ». Mais sans doute ne faut-il pas demander davantage à de Gaulle. Quelques coups d'épingle, en passant, aux Américains suffisent à sa satisfaction intellectuelle. Il ne se sent nullement chargé de dévoiler ni de montrer les vrais responsables de la guerre ou ses véritables causes.

Ce que l'on peut dire tout de même, indépendamment des préjugés qu'a ou n'a pas le président de la République, c'est que la politique étrangère qu'il suit et impulse ne dépend pas de ceux-ci.

Il est aussi enfantin de chercher la raison de l'attitude française, face la guerre de vuin dernier, dans l'antisémitisme, ou le prétendu antisémitisme, de de Gaulle qu'il le serait d'expliquer l'expédition à Suez

en 1956 par le brûlant amour du sieur Guy Mollet pour les Israéliens. Le réactionnaire Charles Maurras, qui fut, paraît-il, le premier maître politique de notre général-président,

aurait écrit quelque part : « La France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ».

Tous les gouvernants qui se sont, depuis des dizaines d'années, chargés de défendre les intérêts de la France — traduisons: de l'impérialisme français — n'ont pas eu Maurras pour premier maître. Tous pourtant se sont inspirés de la même

Six mois passés maintenant, les conséquences de l'attitude gaulliste nous montrent bien ses vraies raisons: les intérêts des capitalistes francais.

C'est à un groupe pétrolier français que le gouvernement irakien vient de confier le soins de prospecter et d'exploiter certains gisements du pays. C'est à M. Dassault que l'Irak et la Syrie envisagent aujourd'hui d'acheter des avions. Non seulement les missions militaires et diplomatiques arabes en France, telle celle du chef d'état-major de l'armée Irakienne Hassan Sabri, hôte actuel du ministère des armées, mais aussi les missions économiques françaises en pays arabes se multiplient.

Tout cela a été facilité sinon permis par la neutralité officielle de Paris lors du conflit et la condamnation par de Gaulle de l'agression israélienne.

Celle-ci ne coûtait rien à l'impérialisme français. Au plus l'embargo décidé sur toutes les fournitures d'armes, lésant essentiellement les Israéliens, pouvait à longue échéance lui faire perdre l'excellent client qu'a été jusqu'ici l'Etat hébreu pour les fabriquants français d'armement. Pas obligatoirement d'ailleurs, puisqu'il est question aujourd'hui que l'embargo soit levé et les commandes passées avant le conflit - notamment une cinquantaine de « Mirage honorées. D'autre part on a su, lorsque peu après la guerre les U.S.A. ont accepté de fournir à nouveau des armes à Israël, que déjà depuis un certain temps des pilotes israéliens s'entraînaient aux Etats-Unis, ce qui semblent bien suggérer que les Israéliens avaient décidé, avant le mois de juin 67, de faire appel aux U.S.A. — au moins en partie — pour équiper leur aviation.

De toute manière ce risque était largement compensé par les possibilités brusquement offertes de concurrencer Anglais et Américains, liés politiquement à Israël, dans les pays

L'opinion publique française pouvait bien prendre fait et cause pour Israël. De Gaulle a charge avant tout des intérêts des capitalistes. C'est ceux-là que sa politique a dé-

Nul besoin donc de faire appel aux préjugés moyenâgeux du lecteur de L'Action Française qu'il fut pour expliquer sa politique, comme le fait maintenant une partie de la gauche. Pas plus d'ailleurs qu'il ne s'agit de soi-disantes velléités progressistes en matière de politique étrangère comme croit le découvrir

Le rétablissement du dictateur gabonais M'Ba par les parachutistes français, le refus de condamner la politique raciste du gouvernement sud-africain, la vente récente de Mirage » spécialement conçus pour la lutte antiguérilla à certains gouvernements sud-américains, dont celui du Pérou (tout cela sous le régime gaulliste), ont montré que, lorsqu'il s'agit de ses intérêts, la bourgeoisie française ne s'embarrasse d'idées préconçues d'aucune sorte.

Jacques MORAND



tous azimuts

LE général Ailleret, chef d'étatmajor de l'armée française, vient de commettre dans La Revue de défense nationale un article qui a fait auelque bruit. Il y réclame pour la France la constitution d'un système de défense « mondial et tous azimuts ». En clair donc, un armement qui lui permette de faire la guerre en n'importe quel lieu de notre pla-

Cela ne ferait d'ailleurs que traduire les vues personnelles du chef de l'Etat. De mauvaises langues affirment même que c'est grâce à cette habileté à épouser les vues des autorités supérieures que l'actuel chef d'état-major, il y a peu encore simple général de brigade, aurait gagné si vite

Quoiqu'il en soit, le gouvernement est passé tout de suite à l'action. Il a décidé de la construction d'un quatrième sous-marin nucléaire et de la mise à l'étude... du projet d'un cinquième.

A noter que la construction du second est à peine entamée, que le premier des cinq prévus entrera en service au plus tôt en 1970 puisqu'il ne possède pas encore son moteur et que les essais des missiles qu'il doit embarquer ne seront commencés que l'été prochain. A noter aussi que pour construire ce quatrième sous-marin stratégique, on a renoncé à celle des sous-marins dits « d'attaque » destinés à protéger les bâtiments porteurs de missiles

La défense « tous azimuts » est encore bien loin d'exister en dehors de la tête des généraux.

Quand on sait que les Etats-Unis ont déjà en service plus de quarante sous-marins stratégiques et que les Soviétiques en posséderaient une centaine, lanceurs d'engins balistiques les déclarations du général Ailleret sur « l'autonomie de défense » ainsi assurée au pays apparaissent pour ce qu'elles sont réellement : un simple bluff.

Même si cette force de frappe était un jour constituée réellement, elle permettrait au plus de menacer sérieusement un pays tiers... à condition qu'aucun des deux grands ne s'y oppose. Il est vrai que pour l'impérialisme français ce serait déjà un atout non négligeable.

Pour l'instant en tout cas c'est la classe ouvrière qui va être appelée à payer, par le biais des impôts ou de l'inflation, toute cette belle réalisation. En attendant sans doute de recevoir sur la tête les mégatonnes nucléaires que les brillantes conceptions stratégiques des Ailleret et consorts risquent de nous valoir.

Car si une évidence s'impose dans tout cela, c'est bien que les états - majors capitalistes ne croient pas à la possibilité d'éviter la guerre dans le système qu'ils sont chargés de défendre.

Le général Ailleret dans l'exercice de



LA Ve RÉPUBLIQUE DÉCOLONISE...

TES députés français viennent d'adopter un projet de loi modifiant et complétant la loi du 22-11-61 relative à l'organisation des Comores.

Il s'agirait, tout en maintenant ce territoire dans le cadre de la République. de lui donner une « autonomie interne ».

On se souvient qu'au moment même où de Gaulle après les émeutes sanglantes de Djibouti proposait par referendum un « statut évolutif » à la Côte Française des Somalis, les Comores réclamaient elles, plus d'autonomie que ne lui en laissait justement ce fameux statut.

Pour montrer d'ailleurs les limites de cette autonomie, il est intéressant de rappeler les déclarations que faisait à cette époque le premier ministre. Alors que le texte du référendum était ainsi rédigé: « La Côte Française des Somalis devra dire si elle souhaite demeurer avec un statut renouvelé de gouvernement et d'administration au sein de la République Française ou en être séparée ». Pompidou précisait : « Il va de soi que nous serons obligés de garder pour la République, les affaires étrangères, la défense nationale, la monnaie et aussi, bien entendu, la défense de l'ordre pu-blic... » montrant ainsi bien entendu ce que l'impérialisme français comprend par autonomie.

Mais le nouveau statut des Comores constitue-t-il une réelle autonomie?

Il suffit de voir comment sont administrés les Territoires d'Outre-Mer qui comprennent, rappelons-le, la Côte Française des Somalis, les Comores, les Nouvelles Hébrides, la Nouvelle Calédonie et la Polynésie francaise, pour répondre à cette question.

Tous possèdent une Assemblée Territoriale élue par la population et un gouverneur (ou commissaire) nommé par le gouvernement français pour représenter la République dans

En ce qui concerne les Comores, un haut-commissaire représente le gouvernement français. Une chambre des députés élue compte 40 membres et un président. Un conseil de gouvernement (élu par l'Assemblée Territoriale) et dont le président est nom-maintient bien les habitants des Co-

mé par le gouvernement français siè-

ge à Moroni.

C'est une limitation aux prérogatives du représentant du gouvernement français (qui s'occupe de la défense, des relations extérieures, justice et monnaie notamment) que réclamaient les élus des Comores, pourtant tous apparentés à l'U.D. Ve. C'est dire que le mécontentement de la population elle-même doit être encore bien plus grand.

Si l'on examine le nouveau statut, on y trouve finalement peu de chan-

- extension des pouvoirs de la Chambre des députés vis-à-vis notamment du Conseil de gouvernement.

Extension des compétences territoriales, le Président du Conseil de gouvernement étant seul responsable de la sécurité intérieure et la Chambre des députés ayant le pouvoir d'instituer non seulement des juridictions de droit islamique, mais encore des juridictions de droit territorial.

Par ailleurs l'aide technique et financière de la France devient contrac-

Mais la timidité de ces mesures ne paraît pas avoir frappé les députés des Comores, Mohammed Ahmed et Saīd Ibrahim (UD V°) qui après avoir renoncé à leurs amendements ont adopté eux aussi le projet de loi en rappelant le « désir de la population des Comores de demeurer dans la communauté française. >

Mais qu'ils se rassurent ce statut

mores comme ceux des autres territoires d'Outre-Mer sous la férule de l'impérialisme français... l'armée et la police s'en chargent.

D'ailleurs BILLOTTE, ministre des D.O.M. et T.O.M., a rappelé à cette occasion que c'était le maximum que le gouvernement français était prêt à céder aux partisans d'une « réelle autonomie ». Lors des débats au Palais-Bourbon, il déclara :

- Il ne faut pas se dissimuler que nous arrivons à la dernière étape
- et que les modifications qui vous sont proposées permettront d'y parvenir. Au-delà nous sortirions
- du cadre de la République dans lequel, en 1958, les populations
- de l'archipel ont choisi de demeurer ». C'est effectivement ce qu'on ap-

pelle « l'Autonomie dans le cadre de la Constitution ». On y voit ici clairement ses limites. C'est pourtant ce que dans les

Départements d'Outre-Mer (Martinique Guadeloupe, Réunion, Guyane française) les différents partis communistes ont à leur programme.

A La Réunion, où la fraude électorale est particulièrement évidente, et où la répression se fait cruellement sentir, le candidat député communiste Paul Vergès fait sa campagne électorale sous le programme de « Autonomie dans le cadre de la Constitu-

Un article paru la semaine dernière dans V.O. rappelait le programme semblable du Parti communiste guadeloupéen.

Et si le nouveau statut des Comores peut abuser ceux qui refusent la lutte hors de la légalité gaulliste, pour les révolutionnaires, qui sont résolument pour la libération des colonies françaises, qu'on les appelle T.O.M. ou D.O.M., c'est une raison de plus de penser que ce n'est que contraint par la lutte que l'impérialisme français « acceptera » l'indépendance pour ces territoires.

Catherine OLIVIER.

Du 13 décembre à la Saint-Glinglin

CET article est écrit avant la grève du 13 décembre et il paraîtra après, mais il n'est malheureusement pas difficile de pronostiquer que, quelle que soit la participation — elle peut être plus ou moins importante — des travailleurs à cette journée et aux manifestations qui doivent la marquer, il ne faut pas en attendre le moindre succès revendicatif.

Plus personne n'a désormais d'illusion sur la portée de telles « journées d'action ».

Chacun sait qu'elles sont l'aboutissement de mouvements isolés qui, aux dire de ceux qui prétendent que les travailleurs ne peuvent que se limiter à ce type de protestation, « doivent aller en s'amplifiant » jusqu'à l'apothéose d'une « journée nationale ».

Après celle-ci, tout s'arrête, les organisations syndicales font reprendre tout à son début et le même scénario est repris pendant six mois, jusqu'à une fin, provisoire, toute semblable.

Les dirigeants des organisations syndicales voudraient ridiculiser les travailleurs, leurs luttes et leurs revendications, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Car enfin, le 17 mai dernier devait déjà être le point de départ d'une lutte de plus grande envergure pour empêcher le gouvernement de promulguer ses ordonnances antisociales. En fait, la journée du 17 mai a mis un point final à l'agitation ouvrière du printemps.

Et, aujourd'hui, la journée du 13 décembre aurait, paraît-il, pour but de contraindre le gouvernement à abroger les mesures que nous n'avons pas su, jusqu'ici, l'empêcher de promulguer!

De telles journées n'ont pas de vertus miraculeuses! Pourquoi gouvernement et patronat devraient-ils se sentir obligés de céder? Les conflits sociaux ne sont pas des matchs courtois et sportifs!

Patrons et gouvernement savent que, dès le lendemain, nous reprendrons sagement le chemin des ateliers et des bureaux. Ils le savent par expérience, et ils le savent aussi parce que les organisations syndicales le disent. De telles journées sont pour le patronat et le gouvernement une gêne certes, mais somme toute supportable.

Ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles, ils le savent et en profitent. Et c'est ainsi que ni le 17 mai, ni le 13 décembre, n'ont empêché ou n'empêcheront le gouvernement de s'attaquer à la Sécurité sociale; cela n'empêchera pas non plus le patronat de jeter des milliers de travailleurs à la rue, si le chômage s'accroît et, par la même occasion, de faire pression sur les salaires.

Bien sûr, certains entretiennent l'espoir que, dans trois ans, avec les élections, cela pourrait changer, si tout va bien.

Oui, mais dans trois ans, si les élections... A condition que les élections se passent bien, ou même simplement qu'il y ait des élections. Et puis, un Mitterrand, nous l'avons déjà eu au pouvoir, notre sort n'allait pas mieux pour autant! Qu'ils soient de droite, ou se disent de gauche, les hommes de la bourgeoisie restent les hommes de la bourgeoisie.

En attendant, le temps passe, les travailleurs supportent tout et les profits prospèrent! De 17 mai en 13 décembre et de nouveau en 17 mai, on nous lanterne.

Mais le patronat et le gouvernement ont cependant tort d'être si tranquilles. On ne pousse pas impunément les travailleurs au désespoir. Il est question de hausse des prix en janvier avec la T.V.A., il est question d'un chômage accru au printemps, et patronat et gouvernement ont tort de croire que les travailleurs supporteront tout.

L'exemple des paysans est contagieux et dans de nombreuses villes, les travailleurs ont pris exemple sur eux. Dans toutes les grèves à venir, patronat et gouvernement ne seront pas assurés de voir les travailleurs garder leur calme et reprendre sagement, le lendemain, le chemin du travail. Ceux qui leur demandent d'être patients et « raisonnables » ne seront pas toujours écoutés.

Et lorsque les travailleurs se mettront pour de bon en colère, patronat et gouvernement seront moins arrogants et moins fiers.

Alors seulement, ils céderont sur nos revendications: car pour faire céder le gouvernement et les patrons il leur faut une grande peur, il faut qu'ils aient tout à craindre.

Qu'une journée comme celle du 13 décembre nous serve au moins à mesurer la puissance du monde du travail et à imaginer la peur des possédants s'il se fâchait vraiment.

(Editorial des bulletins d'entreprise.)

GRÈVE A LA SNECMA

PLUS d'une centaine d'ouvriers — pour la plupart des jeunes — de l'atelier des Aubes (pièces de réacteurs) viennent de faire dix jours de grève totale.

La direction avait décidé de supprimer les « temps de montage » pour les séries successives effectuées par les fraiseurs, et de réduire le boni des bons de retouche pour les ajusteurs, ce qui revenait à augmenter les cadences et à diminuer les salaires.

Depuis des mois, dans tous les ateliers, la direction s'attaque aux salaires et aux temps, et les chronos sont sur la brèche.

Mais cette fois-ci, aux Aubes, les jeunes ont pris ces mesures pour un affront. Ils se sont fâchés et montrèrent une grande combativité. Dans l'équipe du soir, une vingtaine de fraiseurs des Aubes de compresseurs se mettaient en grève le lundi 27 et entraînaient avec eux les fraiseurs des Aubes de turbines. Le mercredi 29, c'était au tour des équipes d'ajusteurs, ainsi que des fraiseurs du matin de décider la grève. Puis vendredi 1/12, les fraiseurs de l'atelier « Turboméca » se joignirent au mouvement.

Quelle est l'attitude des syndicats dans ce mouvement qui est né en dehors d'eux? (Aucun syndicat n'est implanté dans cet atelier). Elle est double:

D'une part, s'ils soutiennent cette lutte et ne s'opposent pas à ce

qu'elle se poursuive, ils ne font que suivre et ne tiennent pas du tout à ce que la grève se généralise à toute l'usine. Pourtant des possibilités existent pour que cela se fasse et les syndicats (surtout la C.G.T.) ont les moyens de réaliser l'extension de la grève. En effet les revendications des grévistes concernent tous ceux qui travaillent au rendement (la majeure partie du personnel); ces camarades veulent obtenir:

- le maintien des temps de montage.
- l'incorporation d'un tiers du boni dans le taux d'affûtage et la garantie des deux autres tiers,
- le paiement des bons de retouches et d'aléas au boni moyen.

Ces revendications offrent donc la possibilité d'étendre la grève à la plupart des ateliers et, par là, d'augmenter les chances de succès pour tous.

Au lieu de s'orienter dans cette voie, les syndicats agissent de façon à permettre aux grévistes de tenir le plus longtemps possible, mais en contrôlant leur mouvement pour qu'il reste limité à l'atelier des Aubes.

Ainsi à l'échelle de l'usine, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont organisé des collectes avec le « comité de lutte » formé de grévistes de chaque équipe, et ont appelé les travailleurs à manifester leur solidarité sur le plan financier. La seule action a été un débrayage de deux heures, le mercredi 6 dans le cadre d'une nou-

velle (une de plus) journée d'action des autres S.N.E.C.M.A.

D'autre part sur le plan de l'atelier des Aubes, il a été proposé aux grévistes de reprendre le travail le lundi 4 à 6 h 30 pour que la direction reçoive les délégués. Ce qui fut fait, mais la réponse étant négative, la grève redémarra à 8 h. Il fut aussi proposé de reprendre le travail les jeudi 7 et vendredi 8 afin de prouver la « bonne volonté » des grévistes et d'engager des discussions. Ce qui fut fait également, mais le résultat étant toujours néla grève a redémarré le sagatif, medi 9.

Où en est-on maintenant?

Pour cette semaine, il est prévu de continuer la grève un jour sur deux; il y aura aussi un débrayage général de l'usine dans le cadre du 13 décembre (toujours pas annoncé à la fin de la semaine dernière).

Toute cette tactique montre que les syndicats ne se fixent pas pour but l'extension de la grève totale à toute l'usine, mais qu'ils préfèrent entretenir une agitation qui, si elle n'amène pas la victoire aux travailleurs, représent toujours l'avantage d'alimenter le communiqué.

Et en raison de la détermination et de la grande combativité des camarades des Aubes, il est probable que le mouvement se poursuivra encore un certain temps. Mais cette tactique permettra-t-elle à ces camarades d'aboutir à un succès?

R.S.

Opération « Carte Blanche » Opération Bidon

Suite de la page 1

au plus cette enquête va-t-elle servir à faire encore moins confortable, sous prétexte de faire plus efficace (cas des nouveaux wagons et des nouveaux bus qui transportent plus de voyageurs que les anciens mais avec moins de places assises). Peut-être aussi l'enquête va-t-elle servir à la Régie à rendre le Métro encore plus cher; si elle veut savoir d'où viennent et où vont les voyageurs, ce ne peut être que pour étudier s'il serait rentable ou pas de faire payer le Métro en fonction du trajet (comme sur la ligne de Sceaux). Car les projets de Métro-express contiennent cela en puissance et la Régie ne s'étend pas sur le problème.

D'ailleurs lors de l'enquête sur le réseau ferré, c'est par dizaines de milliers que les usagers ont rendu vierge leur talon, malgré les affiches, les émissions télé et radio qui soutenaient cette opération. Nombreux aussi ceux qui profitèrent du talon pour inscrire des revendications ou des appréciations bien senties sur la qualité du transport qui leur est vendu au prix fort.

Mais bien plus significatives sont les directives que la R.A.T.P. avait données à l'occasion de cette journée. C'est que la R.A.T.P. a eu du mal à se décider à effectuer cette enquête tellement elle redoutait les incidents et les manifestations de

colère. Recommandations écrites et orales ont averti le personnel de la nécessité d'éviter tout incident avec les usagers.

Ainsi, il fallait laisser passer ceux qui avaient égaré leur carton détachable ,ne faire aucune pression sur ceux qui refusaient de remplir leur talon. Pour éviter des incidents possibles aux heures de pointe, la R.A. T.P. avait fait appel à une entreprise privée, la S.O.F.R.E.S., qui avait envoyé près de deux cents personnes pour aider au dépouillement.

C'est que la R.A.T.P. est consciente du mécontentement profond que provoquent les scandaleuses conditions de transport. Chaque jour, aux heures de pointe, des dizaines de personnes, lasses d'attendre, pas-sent sans présenter leur ticket. Chaque jour, des incidents éclatent. Les gens en ont assez d'attendre dans le froid et la pluie des bus qui arrivent bondés. Dans le métro, les conditions de transport sont ignobles, ce qu'endurent les travailleurs après une longue et pénible journée de labeur est insupportable. Et il faudrait faire bien plus que des statistiques pour éviter que le mécontentement latent ne se transforme, peut-être plus rapidement que ne le pensent certains, en colère explo-F.D.

F.D

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

A BABCOCK ATLANTIQUE (La Courneuve)

DES GRE-GREVES JUSQU'A QUAND?

Jeudi dernier nous avons encore débrayé à l'appel des organisations syndicales. Les objectifs de cette grève tels qu'ils ont été définis dans un tract distribué le matin :

« Imposer l'ouverture de véritables discussions ».

Le débrayage d'il y a 15 jours était fait paraît-il pour préparer un mouvement plus vaste. Que devient ce mouvement ? La dernière fois déjà nous avons montré que nous étions prêts à la lutte. Or cette fois-ci, certes, nous avons débrayé 1 heure de plus, mais nous ne sommes même pas allés aux quatre routes.

En effet les syndicats ont prétendu que « la différence des horaires et l'éloignement des entreprises rend difficile la coordination de ces actions dans une puissante manifestation telle que le souhaitent les travailleurs. » (Tract du 30/11). Quels horaires ? Les horaires de débrayage fixés par les organisations syndicales elles-mêmes sans aucun doute. Quant à l'éloignement, vu que nous nous sommes promenés pendant 1 h 1/2, que nous avons même piétiné, nous aurions très bien pu manifester aussi avec ceux de Bendix, au lieu de nous contenter de défiler avec les ouvriers communaux en

grève du côté de la mairie.

Tout cela montre en tout cas que les dirigeants syndicaux ne sont nullement décidés à nous mener à la bagarre. Nous ne savons même pas encore de manière précise ce que sera cette « journée d'action » du 13 décembre.

Il est évident que ce n'est pas en faisant une petite grève tous les 15 jours que nous obtiendrons nos 60 centimes. Les syndicats en sont d'ailleurs conscients, ils ne demandent que l'ouverture de discussions. Avec les patrons, lorsque les ouvriers se contentent de faire des grèves d'avertissement, nous savons ce que valent les discussions.

Pour faire plier Babcock, il

faudra engager une lutte sérieuse, faire la grève jusqu'au bout, jusqu'à l'obtention de nos revendications.

(V.O. Babcok-Atlantique nº 10).

CHEZ LES CHEMINOTS

SECURITE D'ABORD

Alors qu'il y a tout juste un mois qu'un de nos camarades du SES se faisait tuer, à nouveau un CMVP de Chapelle Inter s'est fait couper une jambe et blesser à plusieurs parties du corps. Pour ce camarade il ne restait également que très peu de temps pour aller à la retraite (1 ans).

Encore une fois un de nos camarades a été victime de la politique de la SNCF. Pour qu'on puisse accomplir les cadences et le travail qu'elle nous impose, nous sommes amenés à prendre des risques et à faire des entorses au règlement. Ensuite, il est naturellement facile à la direction de se dédouaner et d'incomber la faute au cheminot « qui n'a pas respecté la sécurité ».

Mais nous ne devons pas nous laisser faire. Nous ne devons pas faire le jeu de la Direction car nous partons à coup sûr perdants, et cela nous coûte trop cher. C'est pour cela qu'il nous faut avant tout respecter scrupuleusement les consignes de sécurité même si pour cela notre travail s'en ressent. Notre règle doit être: sécurité d'abord.

(V.O. Cheminot nº 190)

5

LES STALINIENS A L'OEUVRE CONTRE LES RÉVOLUTIONNAIRES

NOUS avons souvent à faire état dans ces colonnes des attaques physiques dont nos camarades sont l'objet de la part de membres du P.C.F. ou de la C.G.T. (en l'occurence il s'agit d'ailleurs souvent de membres de la C.G.T. qui sont en même temps membres du P.C.F.).

La direction du P.C.F., inquiète de voir les idées révolutionnaires — dont elle continue abusivement à se réclamer quoique les ayant abandonnées depuis des décennies — reprises par d'autres, cherche à empêcher par tous les moyens ces idées de se répandre ou même d'être simplement exposées.

De là les attaques contre les diffuseurs et vendeurs de notre presse, de là les attaques contre nos colleurs d'affiches — sans compter les affiches systématiquement lacérées ou recouvertes — de là les violences ou les tentatives de violence dans certaines entreprises.

Depuis peu, il semble que la direction du P.C.F. et celle de la C.G.T. aient décidé d'officialiser et de généraliser ces pratiques.

Tout d'abord, le Comité national de la C.G.T., réuni les 5 et 6 décembre, a publié le texte suivant :

« Depuis quelques temps, des publications diffusées dans certaines entreprises se donnent pour objectif essentiel de dénigrer et de calomnier la C.G.T. et ses dirigeants.

Ces publications (telles la Voix Ouvrière et l'Humanité Nouvelle) émenent de petits groupes douteux aux ressources mal définies, en tout cas étrangers au mouvement syndical.

En concentrant leurs attaques contre la C.G.T. et contre ses efforts en faveur de l'unité d'action, en s'efforçant de diviser les travailleurs et de cultiver le sectarisme » et un « gauchisme » aventureux, ces prétendus révolutionnaires ne rendent service qu'au patronat et au pouvoir.

Le C.C.N met les travailleurs en garde contre ces feuilles de désagrégation et de démoralisation. Il recommande aux militants et organisations de la C.G.T., partout où ces activités viennent à se manifester, d'expliquer et de dénoncer leur malfaisance aux travailleurs et d'appeler ces derniers à défendre fermement la C.G.T. et son action au service de l'unité et de la défense des intérêts de tous les salariés. »

(Paru dans l'Humanité du 8-12-67) Ce texte est relativement modéré par rapport au ton habituel des attaques des organisations de base de la C.G.T.. Que la C.G.T. pense que notre « gauchisme » sert le patronat et le pouvoir ne nous offense pas ; les rédacteurs de ce texte peuvent réellement le penser, c'est leur droit et, dans une certaine mesure, ils ont le devoir de le dire; c'est du moins ainsi que nous concevons la liberté d'opinion et d'expression. La seule chose que nous nous permettions de dire c'est que le patronat et le pouvoir n'ont pas l'air de mal supporter les coups que leur assène depuis 22 ans la puissante C.G.T. A qui fera-t-on croire que ce sont des « petits groupes » qui aient pu consolider le patronat et le pouvoir de la façon dont ils se sont consolidés depuis 1945 ? Nous pouvons quant à nous penser que si les dirigeants de la C.G.T. sont honnêtes, ils sont pour le moins prodigieusement inefficaces

Mais, nous l'avons dit, l'opinion

que les dirigeants de la C.G.T. ont de nous ne nous émeut pas : nous disons bien ce que nous pensons d'ous l

Cependant, comme d'habitude à notre égard, la C.G.T. n'en reste pas là et, à la médisance, ajoute la calomnie de bas étage.

Nos ressources ne sont pas « mal définies ». Elles le sont au contraire très bien !

Ce type de calomnie n'est nas nouveau dans le mouvement ouvrier et en général il est utilisé par les tenants du pouvoir contre les révolutionnaires, les opposants au régime, les « agitateurs » comme l'on dit généralement. Le temps n'est nas si loin où c'était contre le Parti Communiste et la C.G.T. elle-même que la police et les patrons utilisaient ce genre de calomnie. Que la C.G.T. l'utilise contre nous montre bien, finalement, de quel côté de l'ordre social elle se range aujour-d'hui

Et puis, la C.G.T. comme le P.C.F. qui sont les plus gros éditeurs de journaux de France, savent bien que le prix de revient d'un hebdomadaire comme VOIX OUVRIERE est entièrement couvert par sa vente et ses abonnements (nous tenons notre comptabilité et nos factures à la disposition de tous les travailleurs qui voudraient honnêtement se renseigner); la C.G.T. sait bien aussi qu'un bulletin d'entreprise ronéoté, même diffusé à quelques milliers d'exemplaires dans une très grande usine, ne coûte que quelques dizaines de francs et que les travailleurs qui sont suffisamment conscients et dévoués à leur classe pour écrire, éditer et diffuser une feuille d'usine n'hésitent pas à souscrire ces quelques dizaines de francs pour défendre leurs idées. La C.G.T. n'est-elle donc plus capable de susciter de tels dévouements pour que cela lui paraisse invraisemblable? Dans ses hautes sphères, cela se pourrait sans doute; mais nous connaissons trop bien le dévouement de la plupart des militants de la C.G.T. pour penser que même ses dirigeants puissent oublier que cela existe. En fait ils utilisent la calomnie et le font consciemment.

La fin de ce communiqué nous paraît par ailleurs, sous une forme plus modérée que d'ordinaire particulièrement hypocrite. Il n'y est pas recommandé explicitement d'utiliser la violence contre nous. Au contraire, à la lettre il n'est question

que « d'expliquer » et de « dénoncer », mais, en fait, l'appel « à défendre fermement la C.G.T. » ne pourra être interprété par certains responsables locaux que comme une invitation au gangstérisme. Nous attirons dès maintenant l'attention de tous les travailleurs sur ce point : la C.G.T. va chercher à nous empêcher de nous exprimer en utilisant la violence. Nous savons que les travailleurs du rang ne tolèrent pas ces méthodes : c'est pourquoi nous continuerons à défendre nos idées coûte que coûte.

Certains travailleurs mal informés de ces choses pourraient penser que nous exagérons. C'est malheureusement l'expérience qui nous fait par-

La semaine dernière, à Rouen, le P.C.F. a empêché de se tenir un meeting organisé par une organisation de jeunes révolutionnaires, la J.C.R. « Le Monde » du 9-12 a publié un communiqué de l'U.N.E.F. sur cette affaire.

La semaine dernière, aux Lilas, c'est un député « communiste » qui. en public, promettait à nos vendeurs de les « virer » (sic) en assurant aux militants locaux du P.C. « l'aide de la Fédération » (la Fédération Seine-Est du P.C.F. bien sûr, et pas celle de la Fédération de la Gauche, quoique tout puisse arriver).

Et puis il n'est que lire le communiqué suivant, publié un peu avant celui de la C.G.T., par la Fédération de la Corrèze du P.C.F. et paru dans le journal local du P.C.F., pour se rendre compte de la façon selon laquelle ce genre d'indications venant d'en haut est répercuté dans les organismes « exécutants » :

— Les provocateurs au service du gaullisme seront traités comme tels. Une poignée d'individus se livre depuis quelque temps, à Brive, et plus récemment à Tulle, à une agitation provocatrice destinée à affaiblir la lutte de la classe ouvrière contre le pouvoir gaulliste.

Il est singulier que cette activité se développe au même rythme que la propagande anti-communiste de l'U.N.R. qui, à son Congrès, vient de confirmer que le Parti Communiste était son ennemi le plus dangereux et le plus efficace.

Sous le couvert de la phrase révolutionnaire qui ne fait aucun mal au capitalisme, ces irresponsables, largement arrosés par les billets de banque en provenance directe des coffres-forts des monopoles, à travers les officines policières, tentent, en se présentant comme des comnistes de semer la confusion. Ils préparent des provocations anticommunistes au bénéfice du pouvoir.

En de nombreux endroits, ils ont déjà reçu à Brive l'accueil que méritent de tels individus, bassement méprisables. Si ces agissements se poursuivent, la classe ouvrière consciente et saine, les démocrates qui ne veulent pas que l'on utilise les mots de démocratie et de liberté au service de ceux qui les détruisent, se chargeront d'y mettre un terme partout où ils se manifesteront.

La Fédération de la Corrèze du P.C.F.

Il va sans dire qu'avant même que ce communiqué ait paru, les membres du P.C.F. s'en étaient pris à de jeunes diffuseurs de notre hebdomadaire.

Le P.C.F. et la C.G.T. utilisent le dévouement et la confiance de certains de leurs militants à ces tâches de bas étage; cela prouve qu'ils ne peuvent pas affronter librement les idées que nous défendons. Nous n'avons pas en effet la prétention de croire que c'est nous qui infligeons une telle frayeur à la C.G.T. et au P.C.F. : ce dont ils

ont peur ce n'est pas de nous, c'est de nos idées; ce n'est même pas les idées que nous faisons connaître qu'ils craignent le plus car, sur ce point, ils ont raison, nous sommes encore très faibles, ce qu'ils craignent le plus c'est le fait que parmi leurs propres militants, leurs propres membres, des idées surgissent, d'elles-mêmes, constamment. Les attaques auxquelles la C.G.T. et le P.C.F. se livrent contre nous ont surtout pour but d'exorciser ces idées dans leur propre sein. Il s'agit de faire en sorte qu'aucun membre du P.C.F. et la C.G.T. n'ose s'en réclamer ouvertement. Et c'est en quoi les militants trompés qui s'en prennent à nous, en utilisant les méthodes inventées par les groupes fascistes, se font avant tout du tort à eux-mêmes.

Une telle mésaventure est arrivée récemment aux militants C.G.T. de Peugeot, à Sochaux: ils ont eu le malheur de défendre des positions syndicales qui ont déplu en haut lieu et se sont vus évidemment traiter publiquement de tous les noms qui nous sont réservés d'ordinaire, alors que certains d'entre eux avaient, il n'y a pas si longtemps, tenté d'exclure un militant simplement soupçonné— la C.G.T. en est là— de sympathiser avec nos idées.

Il est vraisemblable, étant donné tout ce qui précède, que cette chronique ouverte dans notre journal, des méthodes de gangstérisme des Staliniens à l'œuvre contre les révolutionnaires, est loin d'être close.

Nous le déplorons, mais si une chose peut nous encourager à persévérer et à avoir confiance dans les idées que nous représentons, c'est bien les méthodes que la police d'une part les faux amis des travailleurs, d'autre part, se sentent contraints d'utiliser contre nous.

R.G.

LA C.G.T. ET SES JEUNES

LE samedi 9 décembre, l'Union Départementale C.G.T. de Paris, organisait une « journée d'études sur les problèmes de la jeunesse travailleuse ».

Une centaine de jeunes syndiqués participaient à cette journée, ce qui paraît dérisoire pour la « grande » C.G.T., mais qui s'explique quand on sait que dans certaines entreprises il fallut vraiment beaucoup d'insistance et de persévérance aux jeunes pour y être conviés... quand ils avaient eu connaissance de cette assemblée.

La matinée était consacrée à un travail de commissions : « Formation professionnelle » - « Droits de la jeunesse » - « Les jeunes travailleurs à Paris » - « Loisirs et Activités culturelles » et « La jeunesse travailleuse pour l'unité de la classe ouvrière ».

C'est donc dans cette dernière commission que devaient être discutés les problèmes les plus importants qui se posent au mouvement syndical et à la classe ouvrière. Ceux du programme et de la tactique revendicative.

Toutefois, la conclusion du texte préparatoire au travail de cette commission ne laissait pas de surprendre puisqu'elle posait la question suivante, bien caractéristique des vraies préoccupations de l'appareil C.G.T.:

« N'est-ce pas pu'mi la jeunesse que les groupes « Révoltes », « Voix Ouvrière » et autres recrutent l'essentiel de leurs troupes, minces il est vrai, dont l'activité gauchiste et anarchisante se développe et n'est pas sans nous créer des difficultés dans un certain nombre de secteurs, tout particulièrement du point de vue de l'unité.

Est-ce que nous menons sur cette question la bataille qu'il convient de mener? >

Au cours de la discussion de ce rapport, se manifesta clairement l'opposition de nombreux jeunes, certains à certains aspects de la tactique de la C.G.T.

peut-être conscients des véritables buts de l'appareii syndical, mais la plupart lui ayant gardé íeur confiance,

Plusieurs participants réclamèrent des commissions de jeunes qui soient

autre chose que des agences de voyages, des commissions de jeunes qui s'occupent effectivement des problèmes revendicatifs. Et ils reprochèrent au syndicat de se préoccuper finalement bien peu de gagner la jeunesse.

Mais surtout la tactique des mouvements partiels et catégoriels fut l'objet de bien des critiques. Des militants expliquèrent qu'il était nécessaire d'abandonner ce type de lutte, incomprise des jeunes, et sans résultats importants, pour s'orienter vers des mouvements intéressant l'ensemble des travailleurs, et tous se trouvèrent d'accord pour affirmer que c'était en tout cas le type de mouvement vers lequel il fallait tendre au plus vite.

La discussion ne manquait donc pas d'intérêt mais elle fut malheureusement interrompue par les nécessités de l'horaire, le président expliquant que chacun pourrait réintervenir à son gré pendant les séances de l'après-midi, au cours de laquelle les différentes commissions devaient mettre en commun le résultat de leurs

A 14 heures, la centaine de jeunes participants se retrouvait donc réunie dans la même salle, et la réunion s'ouvrait sur les rapports des différents présidents de commissions, lesquels n'étaient pas des « jeunes », bien loin de là.

Celui de la commission sur « l'unité » dut reconnaître que « les militants avaient reflété le ton de la jeunesse » et les « aspirations de la classe ouvrière ». Il se réaffirma partisan des mouvements du type, selon sa propre expression : « Tous ensemble au même moment », en expliquant que la différence avec ceux de « Voix Ouvrière », c'est que ceux-ci n'étaient pas vraiment partisans de la généralisation des luttes, et s'emploieraient au contraire à les saboter lorsque les conditions de tels mouvements seraient réalisées.

Répondant à certains jeunes qui avaient dit que répondre à « Voix Ouvrière » ne devait absolument pas être la préoccupation principale du syndicat, le rapporteur en question, déclara qu'il fallait au contraire « rendre coup sur coup », car le langage de « Voix Ouvrière » était dangereux, parce qu'il correspondait à « l'impatience naturelle de la jeunesse ».

Le matin, il avait d'ailleurs précisé, que sans « vouloir mettre en cause la bonne foi de certains camarades », il fallait constater que ce langage avait même trouvé un certain écho dans la commission « Unité » ellemême.

L'heure de la discussion générale arriva enfin. Mais ce fut précisément le moment que choisit le président pour déclarer que le manque de temps (il n'était qu'environ 16 h 30), ne permettait pas d'engager celle-ci, et qu'il y aurait un débat plus important..., à la fête de la jeunesse, au printemps prochain.

Le temps ne manquait pas toutefois au point de ne pouvoir donner
la parole, pour conclure la journée,
à Marius Berton, bureaucrate éminent
lequel débita un filandreux et mielleux discours où la seule chose que
les jeunes militants syndicalistes présents purent apprendre fut que
« Charles-Quint n'était pas syndiqué
C.G.T. pour les raisons que l'on sait »
et « Guillaume d'Orange non plus,
qui avait pourtant dit qu'il n'était pas
nécessaire d'espérer pour entrepren-

Juste pensée. Les militants révolutionnaires n'espèrent pas « réformer » la C.G.T., mais ils doivent pourtant poursuivre la lutte entreprise contre les bureaucrates de ce style. Car la construction du parti révolutionnaire passe par cette lutte.

G. M.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 10 de la « Lutte de classe », numéro de décembre est paru

Au sommaire :

Voix ouvrière est hebdomadaire.

Tactiques et base sociale des syndicats en France. L'U.R.S.S., le tiers monde et la 3° guerre mondiale.

De la méthodologie organisationnelle.

Sex Judgeland

La S.E.V. (Issy-les-Moulineaux)

LA S.E.V. (Société pour l'Equipement électrique des Véhicules) a fusionné il y a environ 3 ans avec «MARCHAL», et emploie environ 3 500 travailleurs dans sa principale usine d'Issy-les-Moulineaux (300 ouvriers environ étant employés dans une seconde usine de la même localité: « Garibaldi »).

La S.E.V. fabrique chaque jour plusieurs milliers de moteurs d'essuie-glaces, bobines, allumeurs, essuie-glaces pour toutes les marques françaises d'automobiles et, accessoirement, quelques moulins à café et aspirateurs. Le département «Pompes à essence» a été récemment transféré à la nouvelle usine de Blois, tandis que le «Bobinage» se trouve maintenant presqu'entièrement à Clamecy.

Le personnel possède deux caractéristiques essentielles :

— les femmes en forment la majorité puisqu'elles composent les 2/3 de l'effectif.

— le nombre de travailleurs et travailleuses immigrés est considérable puisqu'il représente près de la moitié de l'effectif. Ces travailleurs immigrés se divisent en de nombreuses nationalités : Espagnols, Portugais, Yougoslaves, Noirs Africains de tous pays francophones, Nord-Africains (surtout Algériens), etc...

A PROPOS DES SALAIRES

La S.E.V. profite du fait qu'elle emploie dans une énorme proportion d'une part des ouvrières, d'autre part des émigrées, les unes et les autres sans qualification, pour pratiquer une politique de très bas salaires et surexploiter les travailleurs.

Les manœuvres (emplois occupés par les Africains et les Algériens) doivent « vivre » ou plutôt survivre avec des salaires mensuels de l'ordre de 540 F à 570 F (2,76 à 2,80 f de l'heure). A titre d'exemple, voici ce que donnait la feuille de paie du « manœuvre gros travaux » pour septembre (père de 4 enfants) : heu-

res: 194,25. Salaire brut: 608 F. Net: 560 F.

Les salaires des O.S. (la majorité du personnel) varient de 600 à 700 F net selon qu'ils touchent ou non les différentes primes (prime de chaîne, prime de production, de redement). (O.S.1: 2,94 F et O.S.2: 3,28 F de taux de base).

Les jeunes de moins de 18 ans sont eux aussi surexploités puisque la S.E.V. pratique bien entendu les abattements d'âge (de 14 à 16 ans : 50%; de 16 à 18 ans : 20 %). Ainsi, une « petite main » débute à 1,41 F de l'heure et gagne après 4 ans 2,68 F (de 250 F à 480 F brut par mois!). Il existe aussi une catégorie « jeune ouvrier » grâce à laquelle la S.E.V. paye comme O.S. des jeunes de 18 ans, titulaires d'un C.A.P., pendant plusieurs mois.

La direction utilise le système des primes pour pénaliser les travailleurs : prime de régularité, prime de vacances, de fin d'année.

La « prime de régularité » (7 centimes pour un O.S., 10 centimes de l'heure pour un P1) peut être supprimée pour la semaine entière à partir du 2° retard (même de 1 minute), et en cas de grève.

Les primes de vacances et de fin d'année sont très minimes puisqu'elles ne sont que de 110 F chacune (pour un O.S.). De plus, il est pratiqué un abattement de 10 % par journée d'absence non autorisée (grève par exemple), et de 1 % par journée de maladie ou d'absence autorisée.

Quand on considère l'ensemble de ces conditions, on a une idée du degré atteint par la rapacité des patrons de la S.E.V.-MARCHAL. Des conditions de travail lamenta-

L'usine est très vétuste et dans de nombreux ateliers, le travail doit s'effectuer dans des conditions lamentables: ateliers surpeuplés, ouvrières et machines serrées les unes contre les autres par suite de l'espace restreint, manque d'aération si bien que l'été il faut tout ouvrir pour ne pas étouffer (dans certains ateliers la température atteignait 35 à 40° l'été dernier); l'hiver, c'est au contraire le règne des courants d'air; d'autres ateliers, au 2° étage par exemple, sont disposés de telle sorte que la lumière du jour ne les atteint que timidement. Les machines sont souvent entrainées par un système de courroies et de roues, ce qui donne un aspect très « 19° siècle ».

Certains ateliers battent tous les records: à titre d'exemple:

— Le découpage : ateliers de presses où les ouvrières assises devant leurs machines sont enchaînées ; des chaînes leur tiennent les poignets avec un bracelet en caoutchouc et à chaque descente de la presse, toutes les deux ou trois secondes, leurs mains sont tirées en arrière par les chaînes, et cela des milliers de fois par jour. On n'a rien trouvé d'autre comme système de sécurité ; il ne manque plus que le boulet au pied et ce sera parfait.

— Au traitement thermique (cuisson des pièces), les fours ne sont pas protégés et il règne une chaleur très pénible (la vague de chaleur de cet été ajoutait encore à la peine des ouvriers de cet atelier). L'un d'entre eux a été très gravement brûlé il y a quelques mois.

Au « traitement de surface », l'atelier tombe littéralement en ruine; une partie a été refaite, mais l'autre partie présente de nombreux dangers: les bacs contenant divers produits servant au traitement des pièces (dégraissage, étamage, nickelage, etc.) sont archi-usés, attaqués par la rouille, absolument pas protégés (une ouvrière s'est récemment brûlée gravement en glissant sur le caillebotis: elle s'est trempée le bras dans un bac contenant de la potasse à haute température).

LES SYNDICATS:

Les organisations représentées à la S.E.V. sont : la C.G.T. et la C.F.D.T. Les dernières élections de

délégués ont donné les résultats suivants :

C.G.T. (1 134 voix); 4 sièges à la C.F.D.T. (576 voix), environ 25 % d'abstentions.

Collège ouvriers : 7 sièges à la

Collège cadres : 2 sièges à la C.F.D.T.

La C.G.T. diffuse assez fréquemment des tracts (« Le Moustique »), la C.F.D.T. plus rarement ces derniers mois (« L'Etoile »).

La période précédant les élections a été marquée par une vive polémique entre ces deux syndicats, la C.F.D.T. ayant refusé de participer à la semaine d'action du mois d'octobre, tandis que la C.G.T. lançait une pétition et appelait à un débrayage de trois quarts d'heure. Aucune réunion de syndiqués n'est organisée. Le P.C.F. diffuse des tracts épisodiques et n'intervient fréquemment qu'en période électorale.

Dans le passé, les travailleurs ont été présents dans toutes les grandes luttes, non seulement en 36, mais aussi en 47, 53 et 55 où les semaines de grève s'accompagnaient d'invasions des bureaux directoriaux.

De nombreux travailleurs mettent l'absence de luttes importantes depuis ces années sur le compte de la venue à l'usine des travailleurs immigrés, en leur imputant un peu trop rapidement la responsabilité de tous leurs maux: bas salaires, cadences sans cesse renforcées. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il serait surprenant qu'il en soit autrement puisque les organisations ouvrières ne font aucune propagande internationaliste (et pour cause!)

Le bulletin « Voix Ouvrière », qui paraît depuis un mois, se propose, entre autres objectifs, de combattre ces préjugés qui ne peuvent servir que les exploiteurs.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

A LA REGIE RENAULT LES LIMITES DE L'ARBITRAIRE

Il existe à Flins un individu que la direction réserve pour ses plus basses besognes. Il s'agit d'un chef du gardiennage, dont le plus haut titre de gloire est de rendre visite aux ouvriers malades, non pour leur apporter des oranges ou des bons vœux, mais pour tâcher de prouver que quand des ouvriers sont en congé maladie c'est pour aller se promener. (Ce qui d'ailleurs est une excellente thérapeutique, fort recommandée par le corps médical).

Ainsi il y a quinze jours, il rendait visite à un ouvrier de l'entretien sur le coup de 16 h 10, alors que celui-ci était en congé. Bien que ce camarade ne fut pas en situation irrégulière, notre mouchard trouva porte close. Belle aubaine! Il fit aussiôt son rapport et le mardi 21 novembre on apprenaît le licenciement de l'ouvrier.

La réplique ne s'est pas fait attendre à l'entretien. La grève fut unanime dans les deux équipes, réclamée, par tous auprès des délégués. Cette attitude ne manqua pas son effet : le chef de l'entretien malgré son habitude de noyer le poisson et ses belles phrases qui ne veulent rien dire, promit de réintégrer le camarade.

L'arbitraire de la direction n'a pas de limites sinon celles que nous lui traçons par notre lutte organisée. Les ouvriers de l'entretien en ont fait, à une petite échelle, la démonstration.

(V.O. RNUR, Flins nº 38)

A LA THOMSON (Gennevilliers)

ET NOS LITS?

La BNP sera désormais à l'usine pour nous permettre de changer nos chèques. Ainsi nous aurons à notre disposition la poste, l'épicerie (la coopérative Paris-Ouest) et maintenant la banque.

Ce faisant, la direction espère peut-être nous faire oublier la longueur des journées de travail et la durée des transports, seule cause qui nous empêche de bénéficier des divers services administratifs et de faire convenablement nos achats.

Continuant sur sa lancée, peut-être verrons-nous un jour la direction nous installer des lits pour pouvoir nous garder plus longtemps dans l'enceinte « idyllique » de ses terrains et de ses bâtiments!

(V.O. Thomson, nº 221)

A LA FOSSE DECHY (Bassin du Douaisis)

La semaine dernière au poste 1, un des deux camarades travaillant au remontage du Bélier Minengoye a été pris sous un éboulis, ce qui nécessita sa remontée en civière et son hospitalisation.

La direction du puits connaissant l'état particulièrement dangereux du terrain (deux coups de charge en 15 jours) est criminelle de ne pas avoir opéré la fermeture de ce chantier. C'est toujours pour la même question du rendement que la direction risque la vie de nos camarades.

(V.O. Fosse Dechy - Mine d'Aniche n° 36).

CHEZ KODAK-VINCENNES

SI NOUS PERDIONS PATIENCE...

« Nous avons pleinement conscience d'avoir recherché et utilisé pendant un an toutes les formes de discussion possibles et conciliation nécessaires à l'aboutissement de nos justes revendications ».

C'est ainsi que s'expriment les délégués du syndicat employés, techniciens, agents de maîtrise C.G.T., dans le tract du 10-11-67, dont le titre est significatif : « UNE ANNEE DE PATIENCE »

Décidément, le ridicule n'a pas l'air d'assommer nos soi-disant délégués. Ils nous énumèrent les 17 grandes actions qu'ils ont entreprises durant un an ; à savoir : tracts, pétitions, discussions, etc.

Comment comprendront - ils, ces professionnels de la discussion, que le patron ne demande que cela, car non seulement il se moque de nous mais cela ne lui coûte pas un sou.

AUX CABLES DE LYON (Lyon)

PROMESSES DE PATRONS Certains ouvriers des Câbles

viennent de Calais, Sète, Béziers ou ailleurs, attirés par de belles promesses, de logement entre autres. Après quoi ils se retrouvent logés dans des baraquements comme ceux de l'Avenue Jean-Jaurès, qui ne sont même pas chauffés actuellement. Sous prétexte que la chaudière n'abonde pas, on chauffe seulement 1/4 d'heure de temps en temps.

C'est ainsi que les patrons considèrent le logement des travailleurs, en 1967 ! Un petit séjour dans ces conditions changerait peut-être le point de vue de Messieurs les Directeurs...

(V.O. Câbles de Lyon nº 175).

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraîssent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste:

AERONAUTIQUE:
SNECMA Kelermann — Paris XIIIe.
SNECMA Kelermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes
(Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie
AUTOMOBILES:
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et qual
de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins
correspondant à différentes sections
de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bêtiment C
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Filins
METALLURGIE:
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L.
Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE —
Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE —
Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge
(Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.

P UR ouge Min d ...MA

CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)
CHIMIE ET CAOUTCHOUC:
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainvi!le
(Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise
SERVICES ET DIVERS:
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord
(Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13°
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants — Maledes
ASSURANCES GENERALES — Siège
Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES — rue Viala, Paris-15°
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE
SOCIALE PARISIENNE — Rue de
Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA
PRESSE PARISIENNE — Paris
OUIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La
Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine
d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond

A RHODIACETA LES SYNDICATS LAISSENT LE PATRON PRENDRE L'OFFENSIVE

C'EST mercredi 6 décembre dans la soirée qu'une grève illimitée éclata à l'usine Rhodia de Lyon-Vaise en riposte à une menace de licenciements pesant sur 2 000 personnes. Et l'on pouvait alors se demander si de nouveau comme en mars les travailleurs du textile artificiel allaient se retrouver à la pointe des luttes sociales.

Il était vite apparu que le protocole d'accord signé en avril, après la grève de 23 jours, entre la direction du trust Rhodia et les organisations syndicales n'était que la feuille de vigne derrière laquelle les bureaucrates syndicaux avaient voilé leur abandon des intérêts ouvriers. En effet, dès la fin septembre, le patron annonçait les mesures suivantes à compter du 1er novembre, pour les ateliers de fabrication, la semaine de chômage sur une période de 9 semaines (semaine indemnisée à 50 % suivant les termes de l'accord); pour le personnel des services généraux et centraux, horaire ramené de 44 heures à 40 heures à compter du 1er décembre (d'où perte sèche d'environ 10 % du salaire). Ces mesures provoquèrent le mécontentement de l'ensemble des travailleurs et ils profitèrent des rares occasions que les syndicats leur laissèrent pour montrer qu'ils ne les acceptaient pas. Ainsi ils débrayèrent à 80 % le 2 novembre. Pendant ce temps les délégués se taisaient, expliquant leur silence plus qu'embarrassé (le secrétaire de la C.G.T. reconnut qu'on parlait d'eux dans l'usine comme étant des « salauds ») par la nécessité de réfléchir avant l'action. Si bien que les décisions patronales entrèrent dans les faits : elles furent d'ailleurs appliquées avec bon nombre de variantes de

façon à ne pas placer l'ensemble du personnel touché au même ni-

Dès la paie de la 1^{re} quinzaine de novembre les diminutions de salaire devinrent une réalité, ainsi un monteur à chaud perdait près de 90 F (12,5% sur son mois).

En même temps que ces réductions de salaire, la direction entreprit de forcer les gens dépassant 50 ans à prendre leur retraite anticipée; des licenciements et des mutations se préparaient ouvertement pour les mensuels, en particulier au Centre de Recherche de Gorge-de-Loup, situé lui aussi à Lyon-Vaise.

Si cette situation entraînait un malaise général, la plupart des travailleurs, bien que désorientés étaient prêts à se battre. Et on le vit bien lorsque le vendredi 1er décembre le personnel débraya 1 heure à l'appel des syndicats: en effet ce jour-là pour la première fois depuis longtemps, la majorité des mensuels (techniciens, agents de maîtrise et dessinateurs) participa au mouvement et 300 ouvriers accompagnèrent la délégation syndicale chez le Directeur Administratif qui fut soumis bien contre son gré à une série de questions et d'interpellations.

Si bien que l'annonce, dans l'après-midi du mercredi 6 décembre, de réduction du personnel déclencha un débrayage quasi sponta-



Quelques exemples des inscriptions qui ont fleuri le jour de la grève sur les murs de la Rhodia. Il y en eut d'ailleurs de plus violentes (genre :« nous plastiquerons ») »

(Photo, corresp. particulier).

né. La direction venait d'annoncer au Comité Central d'Entreprise la suppression de 2.000 emplois sur l'ensemble des 7 usines du trust, pour la période allant du 1-1-67 au

31-12-69.

Bien que la direction se soit refusée à employer le mot et à ne parler que de départs volontaires et de retraites anticipées, il était clair pour tous que des licenciements interviendraient. D'ailleurs la direction devait le lendemain reconnaître ses intentions de mettre dehors des centaines de travailleurs. De plus c'est l'usine de Vaise, la plus importante, qui devait subir le plus gros choc. On comprend alors la réaction immédiate des travailleurs.

Une autre question, réglée tous les 6 mois par le C.C.E. restait posée: la prime d'intéressement (la P.I.) resterait-elle à 19,5 % du salaire perçu pendant le semestre? L'équipe d'ouvriers en 4 × 8 postée à ce moment-là décidait de faire grève si elle était diminuée. Et vers 19 h 30, la nouvelle arrivait : la P.I. passait à 9,50 % et le complément familial trimestriel passait de 136 F à 100 F pour 1 enfant. Aussitôt l'équipe C arrête le travail et les ouvriers postés en 2 \times 8 les imitent. Tous se retrouvent au restaurant de l'entreprise et il est demandé aux délégués de déclencher le mot d'ordre de grève, mais ceux-ci se récusent prétextant que puisque tout le monde n'est pas là, il faut attendre le lendemain. En attendant... l'équipe filature de nuit ne reprend pas le travail, celle du matin non plus.

Et au meeting tenu à 8 h le jeudi où une grève de 24 h, du jeudi 6 h au vendredi 6 h, est décrétée par les syndicats, ils sont 4000 à se retrouver, furieux en face des mesures patronales car selon l'expression plusieurs fois entendue « I du beefsteack ».

Pour un ouvrier père de deux enfants et gagnant 800 F par mois les diminutions de la P.I. et du complément familial représentent une perte de 9 200 anciens francs par mois.

La fureur, la colère contenue, elle va s'extérioriser dans une manifestation qui durera plus de 4 heures. Il avait été décidé d'aller à la Préfecture. Le cortège était important : par le nombre, près de 5000 personnes, par les slogans lancés: « grève générale », \par l'Internatio-nale plusieurs fois reprise.

Et cette détermination leur permit, en bousculant un barrage de gendarmes, de traverser la Saône et d'occuper les rues du centre, avec tenue d'un meeting pendant 2 heures. Les hésitations des syndicats laissèrent le temps à des renforts de gendarmerie d'arriver et obligèrent la manifestation à faire demi-tour. Malgré les exhortations à la dispersion, c'est bien groupés que les grévistes

refirent le chemin en sens inverse.

Dans l'après-midi de jeudi un nouveau meeting était prévu et tout de suite le secrétaire de la C.G.T. annonça que les syndicats s'en tenaient à la grève de 24 h en cours. Il expliqua que la lutte allait continuer sous d'autres formes et il proposa: grèves par ateliers, pétitions, délégations. La riposte à l'attaque patronale commençait à être enterrée. Après les discours de la C.F.D.T. et de F.O., il fit voter les gens présents dans le restaurant sur la reprise du travail le vendredi à

Une forte majorité de mains se levèrent, car les travailleurs ne peuvent voir de solutions là où leurs dirigeants syndicaux n'en voient pas, mais des protestations venant des ouvriers en 4 × 8 se firent entendre, ceux-ci se retrouvant en minorité à vouloir continuer la grève.

Pourtant ils n'avaient pas tort. Bien sûr les conditions étaient moins favorables qu'en mars. Mais contre les menées de la direction, ressenties par tous comme une gifle, ce ne sont pas des signatures ou des crèpes noirs (comme on en faisait arborer aux ouvrières puis aux ouvriers le vendredi) qui sont la ré-ponse adéquate. Une riposte d'ensemble était possible, mais les syndicats sont trop enfoncés dans leur détermination de ne laisser aucun mouvement prendre de l'ampleur, ils ne veulent ni ne peuvent mener ce combat. Pourtant, et les débrayages qui ont encore eu lieu vendredi le prouvent, les travailleurs de Rhodia se trouvaient prêts à la contre-J.M.

Quand le gouvernement s'inquiète de promouvoir une « politique active de l'emploi »!

C'EST au 1er janvier 68 que le régime des ASSEDIC subit sa principale modification du fait de son extension à toutes les catégories de salariés. Tout employeur occupant un ou plusieurs salariés sera désormais tenu de verser une cotisation à la caisse des ASSEDIC. Actuellement son montant est de 0,25 % des salaires : 0,20 % de part patronale, 0,05 % de part du salarié.

Sont exclus cependant de cette extension les patrons et salariés des exploitations agricoles et assimilés. Et c'est donc environ 800.000 salariés agricoles et 400.000 gens de maison et personnels de service qui resteront en dehors de toutes « ga-

Ne sont pas concernées non plus par cette mesure certaines catégories qui bénéficient d'avantages analogues à ceux des ASSEDIC : Centres hospitaliers, E.D.F., S.N.C.F., etc. Mais c'est un peu plus de 12 millions de salariés qui seront maintenant couverts par les ASSEDIC. C'est ainsi que gouvernement et patronat pensent désamorcer la colère des travailleurs face à la réalité du chômage. Ils tentent de faire accepter à défaut de rendre acceptable la situation de chômeur.

Déjà, le 3 août de cette année, le premier ministre adressait aux organisations professionnelles et aux organisations syndicales, une lettre, en vue d'aboutir par des discussions paritaires à des accords destinés à améliorer la garantie de l'emploi. Un des premiers objectifs était l'amélioration des garanties des ressources. Dans ce cadre-là, patronat et gouvernement décidaient d'améliorer les allocations attribuées dans le cas de chômage.

Le bénéfice des ASSEDIC est étendu à la majorité des salariés. L'allocation mensuelle passe de 35 à 40 % du salaire de base réel pendant les 91 premiers jours. L'allocation publique qui est l'ancienne allocation chômage de la mairie vient, elle aussi, de subir quelques améliorations: le montant de l'allocation journalière passe de 5,40 par jour à 6,30 plus 2,35 par personne à charge et, pendant les trois premiers mois, il n'y a plus les conditions de ressources qui font que l'allocation n'est pas versée si les ressources du chômeur dépassent 10,44 F par jour pour un chômeur isolé, 18,675 F s'il a une personne à charge et 26,10 F si une personne dans le ménage est salariée!

Gouvernement et patronat se réjouissent de voir enfin se créer une armée de chômeurs qui, jusqu'à maintenant, leur faisait défaut en France. La diminution du taux de croissance de l'économie européenne constatée depuis un an laissait prévoir depuis déjà longtemps la croissance du nombre de chômeurs avec un maximum pour le printemps 1968. Ainsi, en même temps que patronat et gouvernement s'en réjouissent, ils essaient de prendre des mesures parcimo-nieuses, juste suffisantes pour éviter que le pays ne connaisse des troubles trop graves qui, finalement, se retourneraient contre eux et les empêcheraient de faire les substantiels bénéfices qu'ils sont en droit d'attendre d'une situation de sous-emploi. Depuis 1945, les salariés connaissent pratiquement le plein emploi : mais ils manifestent violemment leur inquiétude lorsque le patronat, au nom de la concurrence du Marché Commun, et des nécessités du progrès économique annonce tout simplement des licenciements et la perspective du pointage au bureau de chômage.

C'est ce que l'on peut voir actuellement à la Rhodiaceta de Vaise où devant les manifestations ouvrières, la direction a commencé par reculer en disant qu'elle envisageait simplement une réduction du personnel par arrêt de l'embauche.

Il est certain que la classe ouvrière peut faire reculer le patronat. Si elle ne peut empêcher les à-coups de la production dus à la production capitaliste elle-même, elle peut faire reculer le patronat sur un point essentiel: que les travailleurs ne fassent pas les frais de la modernisation.

Dans une lettre du 24 novembre, le C.N.P.F. s'adressant aux organisations syndicales: C.G.C., C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.T.C. et C.F.T.D. écri-

« La volonté de progrès économique doit se concilier avec le souci de réduire au minimum les conséquences fâcheuses que peuvent entraîner d'inévitables changements de structures, non seulement en apportant, comme cela a été fait, une aide aux travailleurs privés d'emploi, mais en prenant les mesures permettant un reclassement satisfaisant; c'est notamment par une amélioration du placement et par un effort accru de formation à tous les niveaux qu'il sera possible d'atteindre cet objec-

Ainsi donc, le patronat recherche, dit-il, des solutions à des situations qualifiées de fâcheuses. Effectivement, le patronat craint la colère des salariés qui ignorent en général cette crainte et qui imaginent mal leur puissance.

Leur principale excuse est que leurs propres organisations syndicales leur cachent ces possibilités et surtout ne font rien pour concentrer leur force dans des actions communes qui imposeraient leur volonté au patronat.

F. M.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10°). Responsable publication: Maurice Schroedt.

Parution hebdomadaire (en vente le mercredi). Prix: 1 F.

Abonnements:

6 mois 15 F

1 an 25 F

Abonnements de soutien:

6 mais 30 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78. Imprimerie Composition: Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18°). Impr. : * Rotoffset *, 77-Meaux. Distribué par les NMPP.